



TRIBUNAL DE COMMERCE  
DE NICE

JUGEMENT DU 17 Mars 2021  
8ème Chambre

N° minute : 2021L00299

N° RG: 2021L00152

2017J00280

SELARL FUNEL ET ASSOCIES PRISE EN LA PERSONNE DE ME JEAN-PATRICK FUNEL / de  
SARL BRICO-VALLEE ET MATERIAU  
contre  
SARL BRICO-VALLEE ET MATERIAUX

**DEMANDEUR**

SELARL FUNEL ET ASSOCIES PRISE EN LA PERSONNE DE ME JEAN-  
PATRICK FUNEL / de SARL BRICO-VALLEE ET MATERIAU 54 Rue Gioffrédo  
06000 NICE  
comparant en personne

**DEFENDEUR**

SARL BRICO-VALLEE ET MATERIAUX Qua Ambo 06540 FONTAN  
non comparant

**COMPOSITION DU TRIBUNAL**

Débats, clôture des débats et mise en délibéré lors de l'audience en chambre du  
conseil du 10 Mars 2021

en présence du Ministère public représenté par M. Yves TEYSSIER

Greffier lors des débats Me Dominique CIGNETTI

Décision réputée contradictoire et en premier ressort,

Délibérée par M. Pascal NOUGAREDE, Président, Mme Lorlyne BOUZAT, M.  
Jean-Claude CACHAFEIRO, Assesseurs.

Prononcée le 17 Mars 2021 par mise à disposition au Greffe.

Minute signée par M. Pascal NOUGAREDE, Président et Me Dominique  
CIGNETTI, Greffier.

Vu la saisine dont il est l'objet sur requête,  
Vu les articles L631-19, L626-12, L626-18 et L626-26 du Code de commerce,  
Vu l'article 5-I de l'ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020,  
Le commissaire à l'exécution du plan entendu en Chambre du conseil le 10 mars 2021,  
Vu le rapport du juge-commissaire,  
En présence du Ministère Public,  
Et après en avoir délibéré conformément à la loi.

---

Suivant jugement rendu par le Tribunal de céans le 24 avril 2017, la SARL BRICO-VALLEE ET MATERIAUX a fait l'objet de l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.

Par jugement du 9 janvier 2019, le Tribunal de céans a arrêté le plan de redressement de la SARL BRICO-VALLEE ET MATERIAUX suivant les modalités suivantes :

Paiement du passif sur une durée de 10 ans au moyen d'échéances progressives suivantes :

3 % à la 1<sup>ère</sup> à la 2<sup>ème</sup> échéance,  
10 % à la 3<sup>ème</sup> à la 6<sup>ème</sup> échéance,  
12 % à la 7<sup>ème</sup> échéance,  
13 % à la 8<sup>ème</sup> échéance,  
14 % à la 9<sup>ème</sup> échéance,  
15 % à la 10<sup>ème</sup> échéance.

Le 10 mars 2021, les parties ont comparu en Chambre du conseil afin qu'il soit statué sur la requête en modification de plan de redressement de la SARL BRICO-VALLEE ET MATERIAUX déposée au Greffe par la SELARL FUNEL ET ASSOCIES, prise en la personne de Maître Jean-Patrick FUNEL, agissant en qualité de commissaire à l'exécution du plan.

---

**SUR CE :**

Attendu que le commissaire à l'exécution du plan demande qu'il soit fait application des dispositions prévues par l'ordonnance 2020-596 du 20 mai 2020 et sollicite en conséquence la modification du plan de redressement de la SARL BRICO-VALLEE ET MATERIAUX ;

Attendu que conformément aux dispositions de l'article 5-I de l'ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020, la modification du plan de redressement est la suivante :

Prorogation de la durée du plan de deux ans et modification des échéances de la façon suivante :

3 % à la 1<sup>ère</sup> échéance (réglée),  
3 % à la 2<sup>ème</sup> échéance,  
1 % à la 3<sup>ème</sup> échéance,  
8 % à la 4<sup>ème</sup> échéance,  
9 % à la 5<sup>ème</sup> échéance,  
10 % à la 6<sup>ème</sup> échéance,  
11 % de la 7<sup>ème</sup> à la 12<sup>ème</sup> échéance ;

Attendu que Monsieur le Procureur de la République ne s'oppose pas à la requête ;

Attendu qu'il échet de permettre la poursuite de l'activité, le maintien de l'emploi, le redressement de l'entreprise et le paiement des créanciers dans les meilleures conditions en autorisant la modification du plan de redressement judiciaire sauvegarde sollicitée ;

---

**PAR CES MOTIFS :**

Statuant publiquement, par décision réputée contradictoire et en premier ressort,

Autorise, conformément aux dispositions de l'article 5-I de l'ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020, la modification du plan de redressement de la SARL BRICO-VALLEE ET MATERIAUX suivant les modalités suivantes :

Prorogation de la durée du plan de deux ans et modification des échéances de la façon suivante :

3 % à la 1<sup>ère</sup> échéance (réglée),

3 % à la 2<sup>ème</sup> échéance,  
1 % à la 3<sup>ème</sup> échéance,  
8 % à la 4<sup>ème</sup> échéance,  
9 % à la 5<sup>ème</sup> échéance,  
10 % à la 6<sup>ème</sup> échéance,  
11 % de la 7<sup>ème</sup> à la 12<sup>ème</sup> échéance.

Dit que les autres dispositions du plan demeurent inchangées.

Prescrit à Monsieur le Greffier en Chef d'effectuer les formalités de publicité légales.

Dit que les dépens seront employés en frais de procédure collective.

Le Président,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'R. Dupont', written over a horizontal line.

Le Greffier,

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long tail.